

**MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA PROSPECTIVE ET DE
LA PROGRAMMATION DU DEVELOPPEMENT**

**DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE
ET DE LA POLITIQUE FISCALE**



**NOTE DE CONJONCTURE SECTORIELLE
A FIN MARS2018**

Juin2018

DIRECTION DE PUBLICATION

Ministre de l'Économie, de la Prospective et de la Programmation du Développement

M. Jean-Marie OGANDAGA

Ministre délégué

M. Hilaire MACHIMA

Directeur Général de l'Économie et de la Politique Fiscale

M. Jean Baptiste NGOLO ALLINI

Directeur Général Adjoint

Mme. Aurélie KASSAT, ép. NGUEMA

Contact :

Direction Générale de l'Économie et de la Politique Fiscale

Immeuble de la Solde, centre-ville

B.P. 1204 Libreville Gabon

Tel : (+241) 01.79.52.28

Site internet : www.dgepf.ga



La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de cette première note de conjoncture (NDC) économique de l'année 2018.



SOMMAIRE

RÉSUMÉ EXÉCUTIF	7
PREMIÈRE PARTIE : L'ÉCONOMIE MONDIALE À FIN MARS 2018	8
I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCÉS	8
I.2 LA CONJONCTURE DANS LES PAYS ÉMERGENTS ET EN DÉVELOPPEMENT	9
DEUXIÈME PARTIE : L'ACTIVITÉ NATIONALE À FIN MARS 2018	11
II. LES ÉVOLUTIONS SECTORIELLES	11
II.1. TABLEAU SYNOPTIQUE DE L'ÉVOLUTION SECTORIELLE A FIN MARS 2018	11
II.2. LE PÉTROLE	12
II.3 LE MANGANÈSE	12
II.4 L'EXPLOITATION FORESTIÈRE	13
II.5 L'AGRICULTURE ET L'ÉLEVAGE	13
II.5.1 Le caoutchouc naturel.....	13
II.5.2 L'huile de palme brute.....	14
II.5.3 L'élevage bovin	14
II.6 LES AGRO-INDUSTRIES	15
II.6.1 La minoterie et l'aviculture	15
II.6.2 Le sucre.....	16
II.6.3 Les boissons gazeuses et alcoolisées	16
II.6.4 L'eau minérale	17
II.6.5 Les huiles et corps gras.....	17
II.7 LES INDUSTRIES DU BOIS	18
II.7.1 Les unités de sciage	18
II.7.2 Les unités de déroulage	18
II.8 LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION	19
II.8.1 La chimie	19
II.8.2 Les matériaux de construction	21
II.8.3 La seconde transformation des métaux	21
II.8.4 L'industrie minière	22
II.9. LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ÉLECTRICITÉ	23
II.9.1 L'électricité.....	23
II.9.2 L'eau.....	23
II.10 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT	24
II.10.1 Le transport aérien	24
II.10.2 Le transport ferroviaire.....	24

II.11 LES TÉLÉCOMMUNICATIONS	25
II.12 LE COMMERCE	26
II.12.1 Le commerce général structuré.....	26
II.12.2 Le commerce des véhicules neufs	26
II.12.3 Le commerce des produits pétroliers.....	26
II.12.4 Le commerce des produits pharmaceutiques	27
II.13 LES AUTRES SERVICES	27
II.13.1 Les services rendus aux entreprises.....	27
II.13.2 Les services rendus aux particuliers	27
II.13.3 Les services immobiliers	28
II.13.4 Les services de réparation mécanique	28
II.14. L'HÔTELLERIE ET LA RESTAURATION	28
II.15 LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE	29
II.15.1 L'analyse bilancielle.....	29
II.15.2 Les opérations avec la clientèle	29
II.16 SITUATION DES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS	31
II.16.1 Les ressources.....	31
II.16.2 Les emplois.....	31
II.16.3 Investissements et créances impayées	32
TROISIÈME PARTIE : LES GRANDEURS MACROÉCONOMIQUES AU PREMIER TRIMESTRE 2018	33
III.1 LES PRIX A LA CONSOMMATION	33
III.2 L'EMPLOI	34
III.2.1 L'emploi public	34
III.2.2. La variation des effectifs par département	35
III.3 LES SALAIRES	36
III.3.1 La masse salariale du secteur public et par département ministériel	36
III.3.2 La masse salariale de la Main d'Œuvre Non Permanente.....	37
III.4 LE COMMERCE EXTERIEUR	37
III.4.1 L'évolution des exportations en valeur	37
III.4.2 L'évolution des importations en valeur.....	38
III.5 LE BUDGET DE L'ETAT	39
III.5.1 Les soldes budgétaires.....	39
III.5.2 Les recettes budgétaires	40
III.5.2.1 Les recettes pétrolières	40
III.5.2.2 Les recettes hors pétrole	40
III.5.3 Les dépenses budgétaires	41
III.5.3.1 Les dépenses de fonctionnement.....	41

III.5.3.2 Les dépenses d'investissement.....	41
III.5.3.3 Les autres dépenses	42
III.6. SITUATION MONETAIRE.....	43
III.6.1 LES PRINCIPAUX AGREGATS MONETAIRES.....	43
III.6.1.1 La masse monétaire (M2).....	43
III.6.1.2 Les ressources extra-monétaires.....	43
III.6.2. LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE	43
III.6.2.1 Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N).....	43
III.6.2.2 Le crédit intérieur	44
III.7. LA POLITIQUE MONETAIRE.....	45
III.7.1. L'action sur la liquidité bancaire.....	45
III.7.2 La politique des taux d'intérêt.....	45
CONCLUSION	46
ANNEXE.....	47

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Au premier trimestre 2018, la reprise économique mondiale amorcée l'année précédente s'est poursuivie de manière mieux partagée entre les différentes régions. Cette embellie s'est caractérisée par un raffermissement de la demande mondiale, une bonne tenue des cours des produits de base et des conditions financières mondiales, une maîtrise de l'inflation et une baisse du chômage dans les pays avancés.

Dans ce contexte, les prévisions de croissance ont été revues à la hausse à 3,9% en 2018 au lieu de 3,8% initialement anticipée.

Au plan national, l'évolution des différents secteurs de l'économie gabonaise montre un secteur primaire dont la majorité des branches sont en hausse, malgré le recul de la production pétrolière (-10,7%). L'agriculture (hors hévéaculture) a poursuivi sa tendance haussière, tout comme l'exploitation forestière (+23,7%). L'exploitation de manganèse a fortement augmenté de 27,2%, malgré le recul des exportations (-16,1%) lié aux difficultés ponctuelles sur la voie d'évacuation.

Dans le secteur secondaire, on note une forte hausse de l'industrie minière (+95,1%), et de la production des industries du bois (+7,6%), tirée par l'activité de sciage (+27,5%), malgré les contreperformances du segment déroulage (-13,9% pour le placage et -28,3% pour le contreplaqué). La performance des agro-industries a été mitigée, avec la hausse de la fabrication d'huile de cuisine, de savons et de farine (+22,8%), alors que les industries de boisson gazeuses et de sucre sont en baisse.

Au cours de la période sous revue, les activités du secteur tertiaire sont restées impactées par les effets de la morosité économique. Ainsi, l'essentiel des activités de ce secteur ont enregistré des contreperformances.

La reprise économique mondiale a été bénéfique au secteur extérieur, puisque le Gabon a enregistré une forte hausse (+29,3%) de l'excédent de sa balance commerciale au premier trimestre 2018. Le solde du commerce extérieur du Gabon s'est situé à 555,9 milliards de FCFA, contre 448,8 milliards de FCFA sur la même période une année plus tôt.

Cette évolution est consécutive aussi bien à la hausse substantielle des exportations au premier trimestre (+17,8% à 833,5 milliards de FCFA) qu'à l'allègement de la facture des biens importés (-2,1% à 253,2 milliards de FCFA). Dans ce contexte, le taux de couverture des importations par rapport aux exportations s'est établi à 329,2%.

Cette bonne tendance sur le plan des échanges extérieurs s'est opérée dans un contexte de dégradation de la plupart des indicateurs monétaires : baisse de 2,7% de la masse monétaire, chute de 29,2% des avoirs extérieurs nets, progression du niveau des créances sur l'Etat (+34,8%) alors que le crédit à l'économie recule de 11,1%.

Dans le même sillage, le total agrégé des bilans des banques a régressé de 9%. Cette évolution est essentiellement liée au repli des dépôts de la clientèle qui ont baissé de 8,9% à fin mars 2018. Les crédits bruts sont en recul de 13,3%.

Enfin, au premier trimestre 2018, les tensions inflationnistes sont restées persistantes comme tout au long de l'année 2017. En effet, l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) des ménages a progressé de 2,7% au premier trimestre contre 3,3% sur la même période l'année précédente. En glissement annuel, les prix ont augmenté de 3,4%.

PREMIÈRE PARTIE : L'ÉCONOMIE MONDIALE À FIN MARS 2018

La reprise économique mondiale s'est poursuivie au cours du premier trimestre 2018. La croissance économique mondiale est désormais plus large et vigoureuse. Cette accélération s'explique par une expansion plus rapide dans la zone euro, en Chine et aux Etats-Unis. L'activité économique mondiale est portée par un redressement de l'investissement dans les pays avancés, et une augmentation de la demande mondiale de biens et services dans un contexte d'amélioration des conditions financières.

Toutefois, des niveaux d'endettement élevés et des déficits commerciaux importants demeurent dans plusieurs pays. A cela s'ajoutent des tensions géopolitiques dans certaines régions du monde et un regain de protectionnisme, qui pourraient freiner la progression de l'économie mondiale. Dans ces conditions, les prévisions de croissance économique en hausse de 3,9% en 2018, pourraient stagner en 2019.

I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCÉS

Au sein des pays avancés, la situation économique globale s'est traduite par de meilleures perspectives de croissance. Les effets attendus de la politique budgétaire expansionniste des Etats-Unis ont pesé sur les projections de ce groupe de pays qui devraient enregistrer une croissance moyenne de 2,5% en 2018.

Aux **Etats-Unis**, le Produit Intérieur Brut (PIB) a progressé de 2,3% en rythme annuel de janvier à mars, en raison d'une accélération des investissements des entreprises stimulée par la réduction significative de l'impôt sur les sociétés. Cette hausse de la croissance du PIB américain est le reflet des contributions positives des investissements, de la consommation et des exportations impulsés par la nouvelle administration américaine. Pour l'ensemble de l'année 2018, il est prévu 2,9% de croissance.

A fin mars 2018, l'ensemble des pays de la **zone euro** a enregistré une croissance trimestrielle de 0,4%. Bien que dynamique, l'économie de la zone euro a été pénalisée par la hausse de l'euro par rapport au dollar. Par pays, en **Italie**, le PIB a augmenté de 0,3% tandis qu'il a progressé de 0,7% en **Espagne**. En **Allemagne**, la croissance du Produit Intérieur Brut a été de 0,4%. La croissance économique de la **France** a baissé de 0,3% de janvier à mars 2018 contre 0,7% au trimestre précédent. Les projections annuelles indiquent une croissance en hausse de 2,4% à fin 2018 pour l'ensemble de la zone euro.

L'activité économique au **Royaume-Uni** a été ralentie par les incertitudes liées à la mise en œuvre du Brexit et l'impact de la dépréciation de la livre sterling. La croissance du PIB Britannique a ainsi baissé à 0,1% au premier trimestre.

Au **Japon**, le Produit Intérieur Brut (PIB) a reculé de 0,2% sur la période de janvier à mars 2018, après huit trimestres de croissance d'affilée, selon des données révisées publiées par le Gouvernement. La troisième économie du monde, ralenti par un déclin démographique, voit ainsi s'achever une série inédite de croissance depuis la fin des années 1980. Mais, si les investissements des entreprises ont été plus solides qu'initialement estimé (+0,3%, au lieu d'une baisse de 0,1%), la consommation des ménages a elle enregistré un recul (au lieu d'une stagnation) et les exportations sont restées robustes (+0,6%). En rythme annualisé, il est prévu une croissance de 1,2%.

I.2 LA CONJONCTURE DANS LES PAYS ÉMERGENTS ET EN DÉVELOPPEMENT

Dans les pays émergents et en développement, la croissance devrait s'accélérer à 4,9% en 2018. Bien que la croissance élevée s'explique principalement par la persistance de solides résultats économiques dans les pays émergents d'Asie, l'accélération attendue tient à une amélioration des perspectives des pays exportateurs de produits de base après trois années d'activité très faible.

Dans les **pays émergents et en développement d'Europe**, la croissance estimée à près de 6 % en 2017, devrait ralentir à 4,3% en 2018. Celle-ci serait portée par un environnement extérieur favorable, un accès facile au crédit et un affermissement de la demande de la zone euro.

En Russie, l'augmentation des recettes d'exportation de pétrole, le regain de confiance des chefs d'entreprise et l'assouplissement de la politique monétaire ont permis de retrouver la croissance en 2017. La hausse de l'activité en 2018 devrait se traduire par une expansion de 1,7 %.

Les pays émergents d'Asie devraient poursuivre sur une perspective de croissance forte estimée à 6,5% en 2018–2019. Cette zone resterait ainsi le moteur le plus important de la croissance mondiale. **En Chine**, la croissance devrait fléchir légèrement à 6,6 % en 2018. Cette prévision sur l'économie chinoise tient compte d'une amélioration des perspectives de la demande extérieure. À moyen terme, l'économie devrait continuer de se rééquilibrer de l'investissement vers la consommation privée et de l'industrie vers les services.

La croissance devrait atteindre 7,4 % en 2018 **en Inde**, grâce à la vigueur de la consommation privée, ainsi qu'à l'atténuation des effets transitoires de l'échange des billets et de la mise en œuvre de la taxe nationale sur les biens et services. À moyen terme, la croissance devrait s'accélérer progressivement du fait de la poursuite de l'exécution de réformes structurelles qui accroissent la productivité et encouragent l'investissement privé.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, une région durement touchée par la chute des prix des produits de base, la reprise se poursuit de manière progressive : la croissance devrait passer à 2% en 2018. Après une profonde récession entre 2015 et 2016, l'économie du Brésil devrait progresser à 2,3% en 2018, portée par l'augmentation de la consommation privée et de l'investissement.

Dans la région du **Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan**, la croissance devrait aussi s'accélérer en 2018, mais elle reste modérée, aux environs de 3,5%. Si la hausse des prix du pétrole contribue à un redressement de la demande intérieure dans les pays exportateurs de pétrole, y compris l'Arabie saoudite, l'ajustement budgétaire qui demeure nécessaire devrait peser sur les perspectives de croissance.

L'Afrique subsaharienne pourrait enregistrer une légère accélération économique marquée par un taux d'expansion de 3,4% en 2018. La croissance devrait se raffermir et se propager dans environ deux tiers des pays de la région, grâce notamment à une croissance mondiale plus forte, à la progression des prix des produits de base et à l'amélioration de l'accès aux marchés.

Au Nigéria la croissance économique est projetée à 2,1% pour l'année 2018 contre 0,8% en 2017. **L'Afrique du Sud**, la nation la plus industrialisée du continent devrait progresser à un rythme de 1,5% en 2018, portée par une amélioration de l'industrie des services et une stabilité politique suite à l'élection d'un nouveau président.

La croissance économique des pays de la **CEMAC** pourrait s'accélérer à 2,1% en 2018 contre

-0,1% en 2017, suite à la remontée des cours du pétrole, la reprise globale de l'économie mondiale, le regain de confiance des investisseurs et les réformes économiques initiées dans la zone. Par pays, la croissance économique du **Cameroun** serait de 4% tandis qu'au **Tchad**, après des taux de croissance négatifs, le pays enregistrerait un rebond à 3,5%. Au **Gabon** et au **Congo**, les projections de croissance de PIB s'affichent respectivement à 2,2% et 0,7%. Par contre, l'économie de la **Guinée Equatoriale** continuerait à subir les conséquences de la crise économique avec un taux de croissance de -8,5% projeté pour 2018.

DEUXIÈME PARTIE : L'ACTIVITÉ NATIONALE À FIN MARS 2018

II. LES ÉVOLUTIONS SECTORIELLES

II.1. TABLEAU SYNOPTIQUE DE L'ÉVOLUTION SECTORIELLE A FIN MARS 2018

SECTEURS	ÉVOLUTION
Secteur primaire	
Pétrole	↘
Mines	
<i>Manganèse</i>	↗
Exploitation forestière	↗
Agriculture et élevage	
<i>Caoutchouc naturel</i>	↘
<i>Huile de palme brute</i>	↗
<i>Elevage</i>	↘
Secteur secondaire	
Industries agro-alimentaires, boissons	
<i>Production meunière et avicole</i>	↗
<i>Production sucrière</i>	↘
<i>Boissons gazeuses et alcoolisées</i>	↘
<i>Eau minérale</i>	↗
<i>Huiles et corps gras</i>	↗
Industries du bois	
<i>Unités de sciage</i>	↗
<i>Unités de déroulage</i>	↘
Autres industries	
<i>Chimie</i>	↘
<i>Matériaux de construction</i>	↗
<i>Seconde transformation des métaux</i>	↘
<i>Industrie minière</i>	↗
Electricité et eau	↘
Bâtiment et Travaux publics	↘
Secteur tertiaire	
Transports et auxiliaires de transports	
<i>Aérien</i>	↘
<i>Ferroviaire</i>	↘
Télécommunications	↘
Commerce	↘
Services	↘
Hôtellerie et restauration	↘

II.2.LE PETROLE

A fin mars 2018, la production pétrolière nationale a enregistré une baisse de 10,7%, pour s'établir à 2,4 millions de tonnes (17,41 millions de barils). Le déclin naturel des champs matures, le maintien du quota de l'Organisation des Pays Producteurs de Pétrole (OPEP) à -9000 barils/jour, ainsi que les arrêts pour travaux de maintenance expliquent ce repli de la production.

Toutefois, les exportations ont progressé de 3,2% à 2,39 millions de tonnes métriques. La principale destination du brut gabonais reste l'Asie et le Pacifique à hauteur de 82%.

Au cours du premier trimestre, le prix du Brent a enregistré une forte progression (+24,1%) se situant à 66,76 USD/baril. Parallèlement, le prix moyen du panier des bruts gabonais s'est apprécié de 27,8% par rapport à 2017, pour se situer à 65,51 US\$/bbl.

Par contre, le taux de change USD/FCFA a clôturé le trimestre à 533,8 FCFA, en dépréciation de 13,4% par rapport à 2017 sur la période sous revue.

Evolution de l'activité pétrolière

	Premier trimestre		
	2017	2018	Var 18/17
Production (en millions de tonnes)	2,674	2,386	-10,7%
Exportations (en millions de tonnes)	2,316	2,390	3,2%
Prix moyen du Brent (\$US/bbl)	53,78	66,76	24,1%
Prix moyen du brut gabonais (\$US/bbl)	51,26	65,51	27,8%
Taux de change (\$US/FCFA)	616,138	533,80	-13,4%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH).

II.3 LE MANGANÈSE

Au premier trimestre 2018, la production mondiale d'acier au carbone, principal débouché du manganèse, a augmenté de 2%, traduisant une bonne activité sidérurgique. Ainsi, la demande de minerai de manganèse est restée globalement élevée et ce, malgré les arrêts d'hiver liés aux impératifs environnementaux en Chine.

Au niveau national, la production de minerais et d'agglomérés de manganèse a progressé de 27,2% à 1 109 786 tonnes. Cette performance a été atteinte grâce à la montée en puissance des gisements de Ndjolé et de Franceville, ainsi que des bonnes performances de la mine de Moanda,

Cependant, les exportations et les ventes ont baissé respectivement de 16,1% et 11,7%, en lien avec la fin de l'écoulement des stocks constitués à Ndjolé et le déraillement d'un train minéralier en février 2018 qui a pesé sur le volume de minerai transporté par rail.

En dépit de la contraction des livraisons externes de manganèse, le chiffre d'affaires s'est accru de 4%, passant à 150,5 milliards de francs CFA au premier trimestre 2018, en raison du fort relèvement des cours mondiaux de manganèse (+28%) qui ont atteint 7,4 USD/dmtu en moyenne trimestrielle.

Evolution de l'activité de manganèse

(en tonnes)	Premier trimestre		
	2017	2018	Var 18/17
Production	872 551	1 109 786	27,2%
Exportations	1 120 337	939 812	-16,1%
Ventes	1 100 911	972 608	-11,7%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	144 697	150 476	4,0%
Effectifs	1 890	1 939	2,6%
Masse salariale	11 764	14 202	20,7%

Sources : Comilog, CICMHZ, Nouvelle Gabon Mining

II.4 L'EXPLOITATION FORESTIÈRE

Au terme des trois premiers mois de l'année 2018, l'exploitation forestière a consolidé ses bonnes performances enregistrées depuis quelques années. En effet, la production de grumes a augmenté de 23,7% pour atteindre 426 292 m³. Cette hausse est liée à la fermeté de la demande locale, notamment des unités installées dans la zone de NKOK et à l'assouplissement des conditions d'exploitation du Kévazingo.

Au cours de la même période, les ventes de grumes aux industries locales ont progressé de 9,3%, pour se situer à 134 783 m³, dans un contexte de baisse des prix du mètre cube de bois grume.

Evolution de l'activité forestière

(en m ³)	Premier trimestre		
	2017	2018	Var 18/17
Production	344 609	426 292	23,7%
Achats de grumes	31 352	56 992	81,8%
Ventes aux industries locales	123 263	134 783	9,3%

Sources : Somivab, Hua Jia, Ceb, Bsg, Gwi, Sbl, Bso, Rougier Gabon, Cora Wood Gabon, Cbg, Groupe Thni Et Ses Filiales Mpb, Cfa Et Fdg, Seef, Geb, Tali Bois, FG Gsez, Gabon Meubles Modernes GSEZ.

II.5 L'AGRICULTURE ET L'ÉLEVAGE

II.5.1 Le caoutchouc naturel

L'activité du caoutchouc naturel a fléchi au cours du premier trimestre 2018. En effet, la production de caoutchouc en fonds de tasse a baissé de 18,7% à 4 510 tonnes, en raison du vieillissement des plantations, des difficultés de transport et de l'enclavement de la plantation de Kango. De même, la transformation de caoutchouc humide en granulé a régressé de 15,9%.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a fortement chuté (-64%) pour se situer à 1,8 milliard de FCFA, sous l'effet conjugué de la contraction des quantités exportées et de la dégradation des cours mondiaux du caoutchouc naturel.

Evolution de l'activité du caoutchouc

	Premier trimestre		
	2017	2018	Var 18/17
Productions			
Caoutchouc humide (en tonnes)	5 547,1	4 509,9	-18,7%
Caoutchouc usiné (en tonnes)	3 348,7	2 816,3	-15,9%
Exportations de caoutchouc usiné (en tonnes)	4 128,6	2 288,4	-44,6%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	4 879,6	1 758,7	-64,0%
Effectifs	203	196	-3,4%
Masse salariale	349,5	375,9	7,6%

Source : Siat Gabon

II.5.2 L'huile de palme brute

Au premier trimestre 2018, la branche de l'huile de palme brute a consolidé les performances enregistrées l'année précédente. Ainsi, la trituration des régimes de palme récoltés dans les plantations d'Awalaet Mouila a généré une production de 12 657 tonnes d'huile rouge brute(+72,3%) et 1 896 tonnes d'huile palmiste (+112,5%).

Evolution de l'activité de l'huile brute

(en tonnes)	Fin mars		
	2017	2018	Var 18/17
Production			
Régimes de palme	32 711	51 303	56,8%
Huile rouge brute	7 352	12 657	72,2%
Huile palmiste	892	1 896	112,5%
Ventes locales d'huile rouge brute	3 367	3 030	-10,0%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	2 083	1 655	-20,5%
Masse salariale (millions de FCFA)	4 468	3 881	-13,1%
Effectifs (nombre d'agents permanents)	10 569	10 805	2,2%

Source : OLAM

II.5.3 L'élevage bovin

L'activité d'élevage bovin a présenté des résultats mitigés à fin mars 2018. Il ressort en effet que le cheptel a progressé de 7,4% à 5 941 têtes bovines comparativement à la même période de l'année dernière. Pendant ce temps, les ventes ont chuté de 72%, se situant à 4 988 kg, en raison de l'arrêt des ventes entre janvier et février dû à l'absence de moyens de transport. En conséquence, le chiffre d'affaires s'est effondré de près de 85% pour s'établir à 11 milliards de FCFA à fin mars 2018.

La baisse d'activité commerciale du ranch a entraîné la diminution des effectifs de 22,7% en liaison avec les licenciements économiques.

Evolution de l'élevage bovin

	Premier trimestre		
	2017	2018	Var 18/17
Effectif du cheptel	5 531	5 941	7,4%
Vente de viande (en kg)	17 830	4 988	-72,0%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	71	11	-84,5%
Effectif	22	17	-22,7%
Masse salariale	46	31	-32,6%

Source: SIAT Gabon Ranch Nyanga

II.6 LES AGRO-INDUSTRIES

II.6.1 La minoterie et l'aviculture

Au cours du premier trimestre 2018, l'activité meunière et avicole a amélioré ses performances au regard de ses principaux indicateurs. Ainsi, la production de farine a progressé de 22,8% pour se situer à 17 057 tonnes. De même, la production des œufs et des issues s'est accrue. A l'inverse, la production des aliments pour bétail a reculé de 7,2%, suite à la contraction de la demande des fermiers indépendants.

Sur le plan commercial, les ventes des produits ont généré un chiffre d'affaires de 7,8 milliards de FCFA, soit un relèvement de 9,5% par rapport à fin mars 2017.

Evolution de l'activité meunière et avicole

	Premier trimestre		
	2017	2018	Var 18/17
Productions			
Farine (en tonnes)	13 885	17 057	22,8%
Issues (en tonnes)	3 575	4 643	29,9%
Aliments pour bétail (en tonnes)	7 145	6 628	-7,2%
Œufs (en milliers d'unités)	10 675	10 774	0,9%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	7 163	7 842	9,5%
Effectifs	188	151	-19,7%
Masse salariale	695	582	-16,3%

Source : Smag

II.6.2 Le sucre

La raffinerie de sucre a affiché des résultats négatifs au cours des trois premiers mois de 2018, avec une chute de 24,5% du volume de sucre transformé qui s'est situé à 3 964 tonnes. De même, les ventes ont baissé de 8,1% en raison de la faiblesse de la demande de sucre par les principaux clients (hôtels et restaurants), entraînant un recul du chiffre d'affaires de 8,4% à 4,6 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité sucrière

	Premier trimestre		
	2017	2018	Var 18/17
Total du sucre transformé (en tonnes)	5 254	3 964	-24,5%
Sucre (en morceaux)	3 138	1 704	-45,7%
Autres (doses –granulés - sachets 1 kg)	2 116	2 260	6,8%
Ventes (en tonnes)	8 096	7 439	-8,1%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	4 982	4 565	-8,4%
Effectifs	357	283	-20,7%
Masse salariale	920	1 300	41,3%

Source : Sucaf

II.6.3 Les boissons gazeuses et alcoolisées

A fin mars 2018, l'activité de la branche de fabrication des boissons gazeuses et alcoolisées a enregistré des contre-performances sur le plan industriel et commercial. En effet, la production totale de boissons a atteint un volume de 655 610 hectolitres, soit une baisse de 6,3% par rapport à la même période de l'année précédente. Cette variation est imputable à la diminution des quantités produites des boissons gazeuses (-17,7%) et des boissons diverses (-12,4%), malgré la bonne tenue des bières.

En conséquence, le chiffre d'affaires a diminué de 2% pour s'établir à 38,4 milliards de FCFA, en raison de la faiblesse des consommations locales.

Evolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées

	Premier trimestre		
	2017	2018	Var 18/17
Productions (en hectolitres)	710 106	665 611	-6,3%
Bières	403 167	410 561	1,8%
Boissons gazeuses	282 937	232 757	-17,7%
Vins	11 893	11 685	-1,7%
Divers	12 109	10 607	-12,4%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	39 215	38 412	-2,0%
Effectifs	1 035	1 027	-0,8%
Masse salariale	3 340	3 537	5,9%

Sources : Sobraga, Sovingab

II.6.4 L'eau minérale

Au terme des trois premiers mois de l'année 2018, la production de l'eau minérale s'est établie à 287 214 hectolitres, en progression de 5,2% par rapport à 2017, en raison de la bonne tenue de la gamme Akewa sur le marché local. Corrélativement, le chiffre d'affaires s'est amélioré de 4,2% à environ 4,1 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de l'eau minérale

	Premier trimestre		
	2017	2018	Var 18/17
Production d'eau (en hectolitres)	272 964	287 214	5,2%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	3 930	4 095	4,2%
Effectifs	69	73	5,8%
Masse salariale	208	172	-17,7%

Sources : Soboleco, Sobraga

II.6.5 Les huiles et corps gras

Au premier trimestre 2018, la branche des huiles et corps gras a été marquée par un raffermissement de son activité grâce à l'approvisionnement régulier des usines en huile rouge brute. Ainsi, la production d'huile raffinée (oléine) a progressé de 37,7%, pour se situer à 2 160 tonnes. Dans le même temps, les savons et la stéarine ont vu leurs productions augmenter de 57% et 8,7% respectivement.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires réalisé au cours de la période sous revue a plus que doublé pour s'établir à 19,2 milliards de FCFA, en raison de la bonne tenue des produits sur le marché domestique et des exportations de savons pour un volume de 172 tonnes.

Evolution de l'activité des huiles et corps gras

	Premier trimestre		
	2017	2018	Var 18/17
Productions (en tonnes)			
Huile raffinée	1 568	2 160	37,7%
Savons	684	1 077	57,4%
Stéarine	928	1 009	8,7%
Ventes locales (en tonnes)	2 218	2 925	31,9%
Huile rouge (brute)	49	62	26,8%
Oléine (huile raffinée)	1 442	1 970	36,6%
Savons	727	893	22,8%
Chiffre d'affaires (en millions FCFA)	9 568	19 256	101,3%
Effectifs	8 056	8 988	11,6%
Masse salariale (en millions FCFA)	9 568	19 256	101,3%

Sources : Olam Palm Gabon

II.7 LES INDUSTRIES DU BOIS

A fin mars 2018, la branche des industries de transformation du bois aglobalement enregistré de bonnes performances industrielles et commerciales. Ainsi, la production de bois ouvrés a augmenté de 7,6% pour atteindre 205 818m³, en liaison avec le renforcement du tissu industriel et de l’approvisionnement régulier des usines en grumes. De même, les ventes locales et les exportations ont affiché des progressions respectives de 29,4% et 3,7%.

Evolution de l’activité de production des industries du bois

(en m ³)	Premier trimestre		
	2017	2018	Var 18/17
Production	191 208	205 818	7,6%
Ventes locales	14 317	18 531	29,4%
Exportations	142 326	147 561	3,7%

Sources: DICB, échantillon des industries du bois

II.7.1 Les unités de sciage

Les trois premiers mois de l’année 2018 se sont soldés par une embellie de l’activité des unités de sciage. En effet, la production de ce segment a connu une hausse de 27,5% pour un volume évalué à 132 738 m³. Cette situation résulte d’un approvisionnement régulier des unités de transformation en grumes et de l’amélioration de leur rendement.

Dans le même temps, les ventes locales et les exportations ont progressé respectivement de 69,2% à 10 014 m³ et de 13,4% à 95 761 m³, en raison de la reprise significative de la demande locale et de la bonne tenue des commandes du marché asiatique du bois scié.

Evolution de l’activité de sciage

(en m3)	Premier trimestre		
	2017	2018	Var 18/17
Production	104 122	132 738	27,5%
Ventes locales	5 919	10 014	69,2%
Exportations	84 477	95 761	13,4%

Sources : Somivab, Hua Jia Et Sa Filiale Ifeg, Ceb, Bsg, Gwi, Sbl, Bso, Rougier Gabon, Cora Wood Gabon, Cbg, Groupe Tbni Et Ses Filiales Mpb, Cfa Et Fdg, Geb, Tali Bois, Akachi Wood Gsez, Gib, Rgi, Fg Gsez, Gabon Meubles Modernes Gsez, Rddhi International Gabon Ex-Shinago I.G. Gsez, WoodtechGsez.

II.7.2 Les unités de déroulage

- *Le placage*

A fin mars 2018, la fabrication du placage a enregistré un tassement de son activité. En effet, la production de placage est passée de 73 730 m³ en 2017 à 63 510 m³, soit une diminution de 13,9%, expliquée par une baisse du rythme d’approvisionnement des usines en grumes.

Parallèlement, les exportations de placage ont régressé de 7,7% à 44 377 m³, en liaison avec le faible attrait de placage à base d'Okoumé au niveau mondial, particulièrement sur le marché européen en raison de l'essor des panneaux de contreplaqué d'autres essences (peuplier, bouleau, pin, épicéa) dont les prix sont plus attractifs. A l'inverse, les ventes locales se sont caractérisées par une légère augmentation de 0,9% pour s'établir à 6 841 m³, en raison d'une reprise importante de la demande locale du placage.

Evolution de l'activité de placage

(en m ³)	Premier trimestre		
	2017	2018	Var 18/17
Production	73 730	63 510	-13,9%
Ventes locales	6 781	6 841	0,9%
Exportations	48 067	44 377	-7,7%

Sources : ThebaultTransbois, Cema Gabon, Tgi, Pdg, Cpbj, Sbl, Seef, Rougier Gabon, Cora Wood Gabon, OtimVeener, Evergreen Gabon Gsez, Solid Wood Gabon Gsez, Sun VeneerGsez, Wood International Gsez, Greenply Gabon Gsez, TimberworkzGsez, Afeefa Overseas Gabon Gsez, Prime Wood Gsez.

- ***Le contreplaqué***

A l'issue du premier trimestre 2018, l'usinage de contreplaqué a été morose. Ainsi, la production a chuté de 28,3% pour se situer à 9 571 m³. Cette situation s'explique par la baisse du rythme d'approvisionnement en matières premières des principales unités de transformation. De même, les ventes à l'exportation se sont repliées de 24,1% à 7423 m³, attribuable à la contraction des commandes extérieures en lien avec la faible compétitivité-prix des contreplaqués à base d'Okoumé face à ses concurrents et de la non-certification forestière systématique dont sont issus ces produits.

Pour leur part, les ventes locales ont augmenté de 3,6% pour s'afficher à un volume de 1 676 m³, en raison de la fermeté de la demande locale.

Evolution de l'activité de contreplaqué

(en m ³)	Premier trimestre		
	2017	2018	Var 18/17
Production	13 356	9 571	-28,3%
Ventes locales	1 618	1 676	3,6%
Exportations	9 781	7 423	-24,1%

Sources: Cora Wood, Otimveener, Seef, Rougier Gabon

II.8 LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

II.8.1 La chimie

- ***Les peintures***

L'activité de fabrication de peinture a régressé de 18,8% au cours des trois(3) premiers mois de 2018, une production de 754 tonnes. Cette situation est due essentiellement à la contraction de la demande des opérateurs des BTP et des sociétés pétrolières. Les ventes des peintures ont généré un chiffre d'affaires 1,6 milliard de FCFA, en baisse de 10,6% par rapport à la même période en 2017.

Evolution de l'activité des peintures

	Premier trimestre		
	2017	2018	Var 18/17
Production (en tonnes)	929,0	753,9	-18,8%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	1 828,2	1 634,8	-10,6%
Masse salariale (en millions de FCFA)	366,7	215,2	-41,3%
Effectifs (en nombre)	84	77	-8,3%

Sources : GPL, Chimie Gabon

- ***Les lubrifiants***

A fin mars 2018, la fabrication de lubrifiants a connu une amélioration de son activité. Ainsi, la production s'est établie à 659 tonnes, soit une hausse de 6,6%. En revanche, la chute de la production des emballages (-60,9%) est liée à la contraction de la demande des industries agro-alimentaires. Cette situation a induit un léger repli du chiffre d'affaires qui s'est situé à 810 millions de FCFA.

Evolution de l'activité des lubrifiants

	Premier trimestre		
	2017	2018	Var 18/17
Productions			
Lubrifiants (en tonnes)	619	659	6,6%
Emballages (en unités)	63 522	24 864	-60,9%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	812	810	-0,3%
Effectifs (nombre d'agents)	38	38	0,0%
Masse salariale (en millions de FCFA)	89	92	3,3%

Source : PIZOLUB

- ***Les gaz industriels***

La production consolidée des gaz industriels s'est établie à 103 943 m³ au premier trimestre 2018 contre 231 6414 m³ à fin mars 2017, soit une chute de 55,1%, suite à la baisse des commandes des secteurs minier, agro-alimentaire et parapétrolier. Parallèlement, le chiffre d'affaires a diminué de 2,7% pour se situer à 633 millions de FCFA.

Evolution de l'activité des gaz industriels

	Premier trimestre		
	2017	2018	Var 18/17
Productions (en m3)	231 614	103 943	-55,1%
Oxygène	103 788	58 213	-43,9%
Azote gazeux	6 156	4 771	-22,5%
Azote liquide	113 263	31 607	-72,1%
Acétylène	8 407	9 352	11,2%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	650	633	-2,7%
Masse salariale (en millions de FCFA)	138	148	7,5%
Effectifs (nombre d'agents)	45	44	-2,2%

Source : Air Liquide Gabon (GABOA)

II.8.2 Les matériaux de construction

La branche de fabrication de ciment a enregistré une amélioration de ses performances au cours du premier trimestre 2018. La production du ciment a enregistré une augmentation de 3,1% par rapport à fin mars 2017, s'établissant ainsi à 72 150 tonnes. Cette situation est due à la décision gouvernementale de suspendre les importations de ciment.

Sur le plan commercial, les ventes de ciment ont progressé de 13,3% à 80 096 tonnes à fin mars 2018, en raison de la vigueur de la demande locale, entraînant une hausse du chiffre d'affaires de 2,7%, soit 5,3 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des « matériaux de construction »

	Premier trimestre		
	2017	2018	Var 18/17
Productions de ciment (en tonnes)	69 961	72 150	3,1%
Ventes de ciment (en tonnes)	70 671	80 096	13,3%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	5 176	5 314	2,7%
Masse salariale (en millions de FCFA)	261	181	-30,9%
Effectifs	59	69	16,9%

Sources : CIMGABON, CIMAF

II.8.3 La seconde transformation des métaux

Au terme des trois premiers mois de 2018, la transformation de l'aluminium s'est caractérisée par des contre-performances, avec une chute de 41,0% de la production de tôles pour se situer à 312

tonnes, en raison de la faiblesse de la demande des principaux clients, notamment les quincailleries et les ménages. Corrélativement, le chiffre d'affaires a régressé de 30,9% à 957 millions de FCFA.

Evolution de l'activité de la seconde transformation des métaux

	Premier trimestre		
	2017	2018	Var 18/17
Production (en tonnes)	528,7	312,0	-41,0%
Tôles minces	277,7	108,7	-60,9%
Tôles épaisses	251,0	203,3	-19,0%
Fer à béton	647,7	0,0	-100,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	1 385,2	957,0	-30,9%
Masse salariale (en millions de FCFA)	129,7	175,6	35,4%
Effectifs (en nombre d'agents)	58	36	-37,9%

Source : SOTRALGA

II.8.4 L'industrie minière

A la fin du premier trimestre 2018, l'observé conjoncturel fait ressortir une consolidation de l'activité de transformation de manganèse avec la montée en puissance des usines. La production totale a fortement progressé (+95,1%), passant de 6 749 tonnes en 2017 à 13 169 tonnes. Cette embellie a été soutenue par la production de silico-manganèse qui a augmenté de 122,5%.

En revanche, le repli des quantités exportées ont induit une chute du chiffre d'affaires de 43,7%, à 3,9 milliards de FCFA contre près de 7 milliards de FCFA en 2017.

Evolution de l'activité de transformation de manganèse

	Premier trimestre		
	2017	2018	Var 18/17
Production (en tonnes)	6 749	13 169	95,1%
<i>Silico Manganèse (SiMn)</i>	5 139	11 434	122,5%
<i>Manganèse Métal (Mn Métal)</i>	1 610	1 735	7,8%
Exportations (en tonnes)	6 186	6 108	-1,3%
<i>Silico Manganèse (SiMn)</i>	4 222	4 658	10,3%
<i>Manganèse Métal (Mn Métal)</i>	1 964	1 450	-26,2%
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	6 959	3 918	-43,7%

Source : Complexe Métallurgique de Moanda (CMM)

II.9. LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ÉLECTRICITÉ

II.9.1 L'électricité

La branche de l'énergie électrique s'est caractérisée par un tassement de son activité au premier trimestre 2018, suite aux problèmes liés à la mise en service des groupes électrogènes couplés aux effets néfastes de la morosité dans plusieurs secteurs de l'économie. Ainsi, la production nette d'électricité a régressé de 2,4% pour se situer à 595,8 GWh et ce, malgré l'augmentation des achats d'électricité à Telemenia (+8,3%) qui n'ont pas réussi à compenser la baisse de la production de la SEEG.

Dans le même temps, les volumes facturés hors cession ont reculé de 2,7%, sous l'effet de la contraction des consommations des clients industriels et des ménages. Cependant, le relèvement des prix moyen du KWh a permis de rehausser le chiffre d'affaires de 2,7% à 42,7 millions de FCFA.

Evolution de l'activité de la branche électricité

	Premier trimestre		
	2017	2018	Var 18/17
Production nette (en GWh)	610,6	595,8	-2,4%
Production nette SEEG	494,9	470,5	-4,9%
Achats d'électricité à Telemenia (Lbv)	115,7	125,3	8,3%
Volumes total facturés hors cession (en GWh)	441,6	429,8	-2,7%
Volumes facturés MT hors cession	157,7	151,9	-3,7%
Volumes facturés BT hors cession	283,9	277,9	-2,1%
CA Total hors cession (en millions de FCFA)	41 572,0	42 694,0	2,7%
CA MT hors cession	12 515,0	12 422,0	-0,7%
CA BT hors cession	29 057,0	30 272,0	4,2%
Prix du KWh MT (en FCFA)	79,4	81,8	3,0%
Prix du KWh BT (en FCFA)	102,3	108,9	6,4%

Sources : Seeg, Société de Patrimoine

II.9.2 L'eau

La production de l'eau potable a enregistré une baisse de 2% à 29,1 millions de m³ au 31 mars 2018, en raison des problèmes de relevés des consommations sur les compteurs, de fraudes et de facturation par le système informatique. Toutefois, la forte hausse des prix moyen du m³ (+22,7%) a induit une amélioration du chiffre d'affaires de 16,3% à 5,8 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de la branche eau

(en milliers de m ³)	Premier trimestre		
	2017	2018	Var 18/17
Production nette	29 690	29 100	-2,0%
Ventes hors cession	16 350	15 500	-5,2%

CA hors cession (en millions de FCFA)	5 030	5 851	16,3%
Prix moyen du m3 (en FCFA)	307,6	377,5	22,7%

Source: SEEG

II.10 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT

II.10.1 Le transport aérien

La branche du transport aérien s'est caractérisée par la poursuite des contre-performances enregistrées depuis plus de deux ans en raison de la morosité de l'activité dans plusieurs secteurs de l'économie.

En effet, les mouvements commerciaux des avions ont fléchi de 29,9% à 3 984 rotations au premier trimestre 2018. Cette situation est imputable à l'arrêt d'Afric'Aviation, de South Africa Airways et des méventes de Royal Air Maroc. Parallèlement, le nombre de passagers transportés par voie aérienne a reculé de 15,9% soit 174 942 personnes. De même, le fret a été en léger repli de 0,8% du fait de la faiblesse de la demande nationale.

Evolution de l'activité du transport aérien

	Premier trimestre		
	2017	2018	Var 18/17
Mouvements Avions Commerciaux	5 687	3 984	-29,9%
- Réseau domestique	2 680	1 714	-36,0%
- Réseau international	3 007	2 270	-24,5%
Passagers	208 046	174 942	-15,9%
- Réseau domestique	55 443	43 512	-21,5%
- Réseau international	118 492	109 032	-8,0%
- Transit	34 111	22 398	-34,3%
Volume du fret (en tonnes)	3 125	3 101	-0,8%
- Réseau domestique	179	158	-11,6%
- Réseau international	2 946	2 942	-0,1%

Source: ADL

II.10.2 Le transport ferroviaire

Après les excellents résultats réalisés tout au long de l'année 2017, la Setrag commence l'année 2018 avec des résultats mitigés. En effet, le volume global de marchandises acheminées par rails a baissé de 11,7% pour s'établir à 1,2 million de tonnes, conséquence d'une baisse du trafic due au déraillement d'un train minéralier durant le mois de février. Les mines et le bois débité ont tiré à la baisse le volume global des marchandises.

A l'inverse, le nombre de passagers transportés a enregistré une hausse de 2,7%, sous l'effet d'une meilleure régularité des trains voyageurs et de la mise en service de nouvelles voitures. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires induit par les différentes prestations s'est stabilisé autour de 14,8 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité du transport ferroviaire

	Premier trimestre		
	2017	2018	Var 18/17
Nombre de passagers	57 248	58 768	2,7%
Volume global des marchandises (en T)	1 383 055	1 221 329	-11,7%
Grumes	81 928	121 220	48,0%
Bois débités	16 962	7 403	-56,4%
Manganèse	1 195 327	998 747	-16,4%
Produits C2M	8 069	11 309	40,2%
Produits pétroliers	13 937	14 652	5,1%
Autres marchandises	66 832	67 998	1,7%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	14 771	14 770	0,0%

Source: SETRAG

II.11 LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Au premier trimestre 2018, le secteur des télécommunications a enregistré des résultats mitigés. En effet, le nombre d'abonnés au téléphone mobile a reculé de 1,6% pour s'établir à 2,7 millions de clients dans un contexte marqué par la cessation d'activité d'Azur Gabon. A l'inverse, le téléphone fixe, l'internet haut débit et l'internet GSM ont enregistré des hausses de leur nombre d'abonnés, respectivement de 11,4%, 19,4% et 6,2% à la faveur du déploiement de la 4G.

La régression du chiffre d'affaires de 10,9% à 48,4 milliards à fin mars 2018 est essentiellement liée à la baisse des tarifs des communications et des forfaits opérés par la plupart des opérateurs.

Evolution de l'activité des télécommunications

(en milliers)	Premier trimestre		
	2017	2018	Var 18/17
Chiffres d'affaires (en milliards de FCFA)	54,3	48,4	-10,9%
Nombre d'abonnés au mobile	2711,2	2667,9	-1,6%
Nombre d'abonnés au téléphone fixe	19,3	21,5	11,4%
Nombre d'abonnés total au Téléphone	2730,5	2689,4	-1,5%
Nombre d'abonnés à l'Internet GSM	1638,0	1739,3	6,2%
Nombre d'abonnés à l'Internet haut débit	13,9	16,6	19,4%

Sources : Gabon-Télécom-Moov, AIRTEL Gabon

II.12 LE COMMERCE

II.12.1 Le commerce général structuré

A fin mars 2018, l'activité de la branche du commerce général structuré a baissé de 8,8% à 80,3 milliards de FCFA comparativement aux 88 milliards réalisés l'année précédente. Cette baisse est imputable aux contreperformances observées dans la plupart des majors en lien avec la contraction de la demande du marché domestique.

Evolution du commerce général structuré

	Premier trimestre		
	2017	2018	Var 18/17
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	88,02	80,30	-8,8%

Sources : Ceca-Gadis, Gabon Meca, Nestlé Gabon, Bernabé Gabon, Bati-Plus, Centre Affaire, Mbolo, San, Sipagel

II.12.2 Le commerce des véhicules neufs

- **Véhicules utilitaires**

Au terme du premier trimestre 2018, le nombre des véhicules utilitaires vendus a reculé de 4,9% pour se situer à 502 unités, sous l'effet de la faiblesse des commandes en véhicules par l'Etat, les sociétés privées et les particuliers.

Evolution du commerce des véhicules utilitaires neufs

	Premier trimestre		
	2017	2018	Var 18/17
Nombre de véhicules vendus	528	502	-4,9%

Source : URAI (Union des représentants des automobiles industriels)

- **Véhicules industriels**

A la fin du premier trimestre de l'année 2018, le chiffre d'affaires généré par le négoce des véhicules industriels s'est situé à 4,05 milliards de FCFA contre 4,54 milliards de FCFA à la même période en 2017, soit une chute de 10,8%, en liaison avec la baisse du carnet de commandes des forestiers et des BTP.

Evolution du commerce des véhicules industriels

	Premier trimestre		
	2017	2018	Var 17/16
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	4,54	4,05	-10,8%

Source : Tractafic Equipement

II.12.3 Le commerce des produits pétroliers

Le commerce des produits pétroliers s'est contracté de 3% au premier trimestre 2018, pour s'établir à 151 850 tonnes métriques. Ce repli du volume des ventes est lié à la diminution des consommations de carburants par les principaux clients industriels.

Evolution du commerce des produits pétroliers

	Premier trimestre		
	2017	2018	Var 18/17
Volumes vendus (en tonnes métriques)	156 559	151 850	-3,0%
<i>dont Gasoil</i>	108 338	106 518	-1,7%
<i>Supercarburant</i>	20 294	19 632	-3,3%
<i>Kérosène</i>	9 173	7 035	-23,3%

Source : GPP (Groupement Professionnel Pétrolier)

II.12.4 Le commerce des produits pharmaceutiques

Au terme des trois premiers mois de 2018, le commerce des produits pharmaceutiques a enregistré une baisse de 3,1% du chiffre d'affaires à 15,6 milliards de FCFA, en raison de la faiblesse de la demande en médicaments.

Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

	Premier trimestre		
	2017	2018	Var 18/17
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	16,1	15,6	-3,1%

Sources : Ubipharma-Gabon, Pharmagabon

II.13 LES AUTRES SERVICES

II.13.1 Les services rendus aux entreprises

A fin mars 2018, la branche des services rendus aux entreprises a enregistré un raffermissement de son activité. Ainsi, le chiffre d'affaires a progressé de 7,3% pour se situer à 7,28 milliards, suite au maintien des contrats avec les clients.

Evolution de l'activité des services rendus aux entreprises

	Premier trimestre		
	2017	2018	Var 18/17
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	6 785	7 280	7,3%

Sources : Deloitte Touche Tohmatsu, Deloitte juridique et fiscal, FEAG, PWC, PWC Tax& Legal, CIS, CFAO Technologies.

II.13.2 Les services rendus aux particuliers

Le chiffre d'affaires de la branche des services rendus aux particuliers a accusé une baisse de 11% pour s'établir à près de 9,9 milliards de FCFA au 31 mars 2018. Cette contreperformance est liée à la fermeture de certaines salles de jeux et la cession d'une partie de l'actif du PMUG.

Evolution de l'activité des services rendus aux particuliers

	Premier trimestre		
	2017	2018	Var 18/17
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	11 097	9 876	-11,0%

Sources : Polyclinique El Rapha, Médical Optique, Gesparc, Franstel, Evenements, Cabinet De Groupe Des Medecins, Gabosep, Casepga, SaafLa Colombe, Labo Color, Pmug, Sgjl, Sgcl.

II.13.3 Les services immobiliers

Au premier trimestre 2018, l'activité des services immobiliers a été morosé du fait de la contraction des transactions locatives, malgré le déficit criard en logements, en liaison avec la conjoncture défavorable dans plusieurs secteurs économiques. Ainsi, le chiffre d'affaires a fléchi de 1,4% pour se situer à 636 millions de FCFA.

Evolution de l'activité des services immobiliers

	Premier trimestre		
	2017	2018	Var 18/17
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	645	636	-1,4%

Sources: Agences N°1, AIL, Alliance, SNI, SCI Equateur III, BICP

II.13.4 Les services de réparation mécanique

Le chiffre d'affaires des services de réparation mécanique est passé de 4,3 milliards de FCFA à fin mars 2017 à près de 4 milliards de FCFA en 2018, soit un recul de 6,5%. Cette évolution est liée à la réduction du nombre de pièces détachées commandées et à la concurrence vigoureuse exercée par le secteur informel.

Evolution de l'activité des services de mécanique générale

	Premier trimestre		
	2017	2018	Var 18/17
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	4 274	3 995	-6,5%

Sources: PEA, BIG, GSA, ECIG, DIESELEC

II.14. L'HÔTELLERIE ET LA RESTAURATION

L'observé conjoncturel à fin mars 2018 fait ressortir une activité hôtelière en repli, principalement en raison de l'absence de manifestations d'envergure internationale. Ainsi, le taux d'occupation des chambres dans les hôtels de classe internationale a perdu 0,86 point par rapport à la même période en 2017 pour s'établir à 40,39%. En conséquence, le chiffre d'affaires a régressé de 12,3% à 3,3 milliards de FCFA, exacerbé par la chute de 45,7% du prix moyen de la nuitée.

Evolution de l'activité hôtelière

	Premier trimestre		
	2017	2018	Var 18/17
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	3 818	3 348	-12,3%
Chambres occupées (en nombre)	34 854	25 306	-27,4%
Taux d'occupation (en %)	41,25%	40,39%	-0,8 point

Prix Moyen/chambre (FCFA)	148 757	80 839	-45,7%
---------------------------	---------	--------	--------

Sources : Radisson Blu&ParkInn, Rê-Ndama

II.15 LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE

II.15.1 L'analyse bilancielle

Au 31 mars 2018, le total agrégé des bilans des banques a régressé de 9,0% à 2 188,7 milliards de FCFA contre 2 405,7 milliards un an plus tôt. Cette évolution est essentiellement liée au repli des dépôts de la clientèle de 8,9% pour s'établir à 1 853,8 milliards de FCFA à la fin du premier trimestre 2018.

On peut tout de même noter une amélioration du taux de couverture des crédits par les dépôts qui passe de 124,2% au 31 mars 2017 à 134% un an plus tard.

Evolution de la situation bilancielle (en milliards de FCFA)

Crédits distribués	31/03/2016	31/03/2017	31/03/2018	Var 17/18
DEPOTS DE LA CLIENTELE	2 175,9	2 035,1	1 853,8	-8,9%
Crédits bruts	1 722,6	1 748,3	1 516,4	-13,3%
Créances en souffrance	184,1	186,6	229,8	23,2%
Provision pour dépréciation des comptes de la clientèle	85,7	109,4	132,7	21,3%
CREDITS NETS	1 636,9	1 638,9	1 383,8	-15,6%
CAPITAUX PERMANENTS	328,2	328,1	294,4	-10,3%
VALEURS IMMOBILISEES	147,8	211,4	186,3	-11,9%
AUTRES POSTES NETS	4,2	42,5	40,5	-4,7%
EXCEDENT / DEFICIT DE TRESORERIE	723,6	555,4	618,7	11,4%
TOTAL DU BILAN	2 508,3	2 405,7	2 188,7	-9,0%

Sources : Banques, DGEPP

II.15.2 Les opérations avec la clientèle

- *Les ressources collectées*

Les ressources collectées par le secteur bancaire gabonais se sont contractées de 8,9% à 1 853,8 milliards de FCFA au 31 mars 2018.

Les ressources à vue ont reculé de 10,5% à 1 117,6 milliards de FCFA, sous l'effet des de la baisse conjuguée des dépôts publics (-49,1%), des dépôts des entreprises publiques (-15%), des dépôts privés (-1,3%) et des dépôts des non-résidents (-61,7%). Les ressources à vue ont représenté 60,3% du total des dépôts contre 61,4% à la même période l'année précédente.

Les ressources à terme collectées auprès de la clientèle, essentiellement constituées des comptes à terme et des comptes de dépôts à régime spécial (bons de caisse) se sont établies à 641,7 milliards de FCFA en mars 2018 contre 716,8 milliards en mars 2017, soit une régression de 10,5%. Ces ressources ont représenté 34,6% du total des dépôts collectés.

Evolution des ressources par type de compte (en milliards de FCFA)

Types de comptes	31/03/2016	31/03/2017	31/03/2018	Var 17/18
Comptes à vue	1 339,8	1 249,2	1 117,6	-10,5%
Comptes à terme	730,2	697,8	621,4	-10,9%
Comptes de dépôts à régime spécial	19,1	19,0	20,3	6,8%
Autres comptes	78,7	58,1	78,6	35,3%
Dettes rattachées	8,1	11,1	15,9	43,2%
TOTAL DES DEPOTS	2 175,9	2 035,2	1 853,8	-8,9%

Sources : Banques, DGEPP

A fin mars 2018, les dépôts publics ont baissé de 49,1% à 153,7 milliards de FCFA. Ces dépôts ont représenté 8,3% du total des dépôts collectés contre 14,8% à fin mars 2017.

Par ailleurs, les dépôts du secteur privé non financier se sont contractés de 1,3% à 1 543,3 milliards de FCFA au cours de la période sous revue.

Evolution des dépôts par type de déposants (en milliards de FCFA)

Dépôts de la clientèle	31/03/2016	31/03/2017	31/03/2018	Var 17/18
Dépôts publics	293,8	301,8	153,7	-49,1%
Dépôts des entreprises publiques	50,1	50,5	42,9	-15,0%
Dépôts privés	1 715,0	1 563,1	1 543,3	-1,3%
Dépôts des non-résidents	30,2	50,6	19,4	-61,7%
Dépôts non ventilés	86,8	69,1	94,5	36,8%
TOTAL DES DEPOTS	2 175,9	2 035,1	1 853,8	-8,9%

Sources : Banques, DGEPP

- **Les crédits distribués**

Au 31 mars 2018, les crédits bruts distribués se sont repliés de 15,9% à 1 469,7 milliards de FCFA contre 1 748,3 milliards un an auparavant.

En glissement annuel, les crédits octroyés au secteur privé ont connu un amenuisement de 11,2% à 965,7 milliards de FCFA en mars 2018. Ils ont représenté 65,7% du total des crédits contre 62,2% en mars 2017.

Les crédits octroyés aux administrations publiques ont fléchi de 19,3% à 443,3 milliards de FCFA au premier trimestre 2018. Ceux-ci ont représenté 30,2% de l'ensemble des crédits bruts distribués.

Les crédits consentis aux entreprises publiques qui ont représenté 1,2% du total des crédits bruts se sont contractés de 31,2% à 17,9 milliards de FCFA à fin mars 2018 contre 26 milliards un an auparavant.

Au terme des trois premiers mois de l'année 2018, les opérations de crédit-bail ont enregistré une hausse significative pour s'établir à 11,4 milliards de FCFA contre 6,1 milliards un an plus tôt.

Evolution des crédits bruts par type de bénéficiaires (en milliards de FCFA)

Crédits distribués	31/03/2016	31/03/2017	31/03/2018	Var 17/18
Crédits à l'Etat	435,5	549,4	443,3	-19,3%
Crédits aux entreprises publiques	42,5	26,0	17,9	-31,2%
Crédits au secteur privé	1 168,6	1 087,1	965,7	-11,2%
Crédits aux non-résidents	59,5	61,7	11,4	-
Encours financier des opérations de crédit-bail	1,2	6,1	11,4	-
Autres créances	15,4	18,0	20,0	11,1%
TOTAL CREDITS BRUTS	1 722,7	1 748,3	1 469,7	-15,9%

Sources : Banques, DGEPP

II.16 SITUATION DES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS

A fin mars 2018, deux établissements financiers ont été recensés (Alios Finance Gabon et Finatra). Ces deux établissements ont pour principales activités le crédit automobile, le crédit-bail et le crédit d'équipement.

II.16.1 Les ressources

Au 31 mars 2018, les ressources des établissements financiers se sont repliées de 35,1% à 39,7 milliards de FCFA, corrélativement à la conjoncture économique relativement morose. Au niveau des composantes, on relève une baisse conjointe de la dette bancaire (-42,9% à 25,8 milliards de FCFA) et des capitaux propres (-13,1% à 13,9 milliards de FCFA).

Evolution des ressources au premier trimestre 2018 (en milliards de FCFA)

	1 ^{er} trimestre 2017	1 ^{er} trimestre 2018	Var 17/18
Capitaux propres	16,0	13,9	-13,1%
Dettes bancaires	45,2	25,8	-42,9%
Ressources	61,2	39,7	-35,1%

Source : établissements financiers

II.16.2 Les emplois

Au premier trimestre 2018, les emplois se sont contractés de 61,5% à 31,5 milliards de FCFA, résultant essentiellement à la baisse simultanée des crédits à moyen terme (-47% à 8,1 milliards de FCFA) et des crédits-bails (-66,6% à 22,0 milliards de FCFA). Cette situation est due à la situation économique atone ayant entraîné un resserrement des conditions d'octroi des crédits.

Evolution des emplois au premier trimestre 2018 (en milliards de FCFA)

	1 ^{er} trimestre 2017	1 ^{er} trimestre 2018	Var 17/18
Crédits à court terme	0,6	1,4	-
Crédits à moyen terme	15,3	8,1	-47%

Crédits à long terme	0,0	0,0	0,0%
Crédits-bails	65,9	22,0	-66,6%
Total	81,8	31,5	-61,5%

Source : établissements financiers

II.16.3 Investissements et créances impayées

Au cours de la période de référence, aucun investissement n'a été réalisé, contre 4,3 milliards de FCFA un an plus tôt.

Par ailleurs, on note une forte baisse des créances impayées de 75,9% à 6,2 milliards de FCFA à fin mars 2018. Cette évolution est consécutive à la titrisation sur le marché secondaire des crédits octroyés aux agents publics ayant préalablement connu un retard de remboursement par le Trésor Public.

Evolution des investissements et créances impayées au premier trimestre 2018 (en milliards de FCFA)

Indicateurs	1 ^{er} trimestre 2017	1 ^{er} trimestre 2018	Var 17/18
Investissements	4,3	0,0	-
Titre de participation	0,3	-	-
Créances impayées	25,8	6,2	-75,9%

Source : établissements financiers

TROISIÈME PARTIE : LES GRANDEURS MACROÉCONOMIQUES AU PREMIER TRIMESTRE 2018

III.1 LES PRIX A LA CONSOMMATION

Au premier trimestre 2018, les tensions inflationnistes restent persistantes comme tout au long de l'année 2017. En effet, l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) des ménages de Libreville, Owendo et Akanda, a progressé de 2,7% au premier trimestre contre 3,3% sur la même période l'année précédente. En glissement annuel, les prix ont augmenté de 3,4%.

Le taux d'inflation au premier trimestre 2018 s'explique principalement par la hausse des prix dans les fonctions suivantes: Logement, eau, gaz, électricité (+2,9%), Transport(+4,6%), Communications (+13,7%) et Enseignement (+35,2%).

La hausse des prix de transport résulte notamment de la baisse de l'offre de transport commun urbain engendré par les opérations de contrôles de la mairie sur les documents de transport des taxis autres types de transport, et de la hausse de prix des carburants à la pompe (+19,1% le litre de gasoil et de +2,5% le litre d'essence) entre janvier et mars 2018, suite à l'application du mécanisme d'indexation des prix des produits pétroliers sur le marché local par rapport aux fluctuations sur le marché international.

La forte hausse des prix de la fonction Enseignement s'explique par l'augmentation des frais d'inscription dans les établissements secondaires et supérieurs par rapport à 2017.

En revanche, la quasi-stagnation des prix des produits alimentaires (+0,3%) découle du renforcement des contrôles des mesures de lutte contre la vie chère, en dépit des hausses des prix des produits importés de cette fonction, notamment les pains et céréales (+0,6%) et lait, fromage et œufs (+3,4%).

Par conséquent, au premier trimestre 2018, l'inflation hors alimentation¹ a affiché un taux de 4,0% contre +5,1% en 2017 à la même période.

¹ L'inflation hors alimentation correspond à l'inflation sous-jacente.

Evolution de l'indice harmonisé des prix à la consommation des ménages

Regroupements	Pond	2017				Janvier - Mars				Glissement (%)
		T1	T2	T3	T4	2017	2018	Moyenne (%)		
								2017	2018	
INDICE GLOBAL	10000	132,5	133,6	134,1	133,9	132,5	136,0	3,3	2,7	3,4
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	3291	138,7	139,5	139,7	136,9	138,7	139,1	-0,1	0,3	1,3
<i>Pains et céréales</i>	673	128,4	129,6	129,4	126,3	128,4	129,1	-0,6	0,6	2,5
<i>Viandes</i>	720	133,3	135,0	133,7	129,6	133,3	129,3	-2,4	-3,0	-1,7
<i>Poissons et fruits de mer</i>	446	188,4	187,8	185,2	190,2	188,4	186,9	2,2	-0,8	-3,0
<i>Lait, fromage et œufs</i>	243	124,5	126,5	128,1	129,9	124,5	128,7	-0,2	3,4	4,2
<i>Huiles et graisses</i>	183	130,0	130,0	133,6	133,5	130,0	132,3	-0,8	1,8	3,4
<i>Légumes et tubercules</i>	534	147,5	144,6	149,2	138,3	147,5	143,2	1,1	-2,9	0,4
Boissons alcoolisées et tabac	185	123,6	126,7	126,1	125,8	123,6	126,2	0,8	2,2	1,4
Articles d'habillement et chaussures	794	137,4	137,9	137,8	137,6	137,4	139,0	2,1	1,2	0,9
Logement, eau, gaz, électricité....	2053	138,3	140,1	140,9	141,2	138,3	142,4	12,9	2,9	2,4
Meubles, articles de ménages, entretien...	561	122,6	123,2	123,8	124,1	122,6	126,3	-0,1	3,0	5,2
Santé	357	99,7	100,8	102,0	102,1	99,7	101,8	-1,1	2,2	5,2
Transports	990	147,6	148,7	149,1	150,4	147,6	154,4	4,7	4,6	6,4
Communications	355	59,5	62,4	62,4	62,4	59,5	67,6	-9,4	13,7	13,8
Loisirs et cultures	503	120,9	120,8	121,4	122,5	120,9	127,7	1,0	5,6	7,2
Enseignement	170	113,2	113,2	126,2	152,2	113,2	153,1	1,2	35,2	34,5
Restaurants et hôtels	466	129,8	131,2	129,1	129,5	129,8	131,5	2,3	1,4	2,9
Biens et services divers	275	145,5	147,7	147,4	147,9	145,5	150,4	3,7	3,4	2,6
Inflation sous - jacente		129,4	130,7	131,3	132,4	129,4	134,6	5,1	4,0	4,2

Source : DGS/DGEPF

III.2 L'EMPLOI

III.2.1 L'emploi public

Au terme du premier trimestre 2018, le secteur public compte 101 701 agents contre 102 270 à la même période en 2017. Cette tendance est fortement influencée par la baisse des effectifs de la Main d'Œuvre Non Permanente, malgré la légère augmentation des effectifs de la fonction publique.

En effet, les effectifs de la main d'œuvre non permanente fléchissent de 6,2% pour s'établir à 14 007 en mars 2018. Cette baisse est liée à la poursuite de la politique de non remplacement systématique des départs à la retraite.

Cependant, au premier trimestre 2018, les effectifs de la fonction publique ont atteint 87 694 agents en augmentation de 0,4% comparativement à la même période un an plus tôt. Cette tendance s'explique par la poursuite des recrutements effectués dans les secteurs stratégiques notamment l'éducation, la sécurité et la santé. Cette situation cache les efforts enregistrés dans les autres administrations qui connaissent une diminution de leurs effectifs, fragilisant ainsi la volonté des autorités à maîtriser les effectifs compte tenu des tensions budgétaires.

Evolution de l'emploi dans le secteur public

Libellé	2017				Premier trimestre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Fonction publique	87 337	87983	87461	87 638	87 337	87 694	0,4%
MONP	14 933	14718	14906	14 888	14 933	14 007	-6,2%
Total	102 270	102 701	102 367	102 526	102 270	101 701	-0,6%

Source : DGEPF

III.2.2. La variation des effectifs par département

En fin mars 2018, les effectifs de la fonction publique se situent à 87 694 agents contre 87 337 à la même période en 2017, plusieurs Administrations ont enregistré une hausse de leurs effectifs. Il s'agit de : l'Administration Economique (3,1%), l'Administration Centrale (3,1%) ou encore l'Administration de l'Education (1,4%).

Par ailleurs, d'autres administrations ont connu une baisse significative de leurs effectifs : l'Administration des Transports (-7%), l'Administration de développement (-4,2%) et les Pouvoirs Public (-1,4%) lié essentiellement au non remplacement des départs à la retraite.

Par cette politique, les pouvoirs publics cherchent à ramener dans les proportions soutenables des effectifs de la fonction publique.

Evolution des effectifs de l'administration centrale par département

Départements	2017				Premier trimestre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var. 18/17
POUVOIR PUBLIC	23 899	23 868	23 745	23750	23 899	23 554	-1,4%
ADM, CENTRALE	14 676	14 832	14 614	14687	14 676	15 137	3,1%
ADM, ECONOMIQUE	7 233	7 519	7 546	7517	7 233	7 457	3,1%
ADM, DEVELOPPEMENT	3 938	3 946	3 932	3902	3 938	3 773	-4,2%
ADM, DES TRANSPORTS	1 193	1 177	1 172	1176	1 193	1 108	-7,1%
ADM, DE L'EDUCATION	24 751	25 018	24 964	24940	24 751	25 098	1,4%
ADM, SOCIALE	11 420	11 573	11 453	11533	11 420	11 418	0,0%
AUTRES	227	50	35	133	227	149	-34,4%
TOTAL	87 337	87 983	87 461	87638	87 337	87 694	0,4%

Source : ANINF

III.3 LES SALAIRES

III.3.1 La masse salariale du secteur public et par département ministériel

A fin mars 2018, la masse salariale du secteur hors collectivités locales a progressé de 14,1% pour s'établir à 199,17 milliards de FCFA, suite à la hausse des rémunérations de la main d'œuvre non permanente, malgré la quasi-stabilité de la solde permanente.

Evolution de la masse salariale du secteur public

En milliards de FCFA	2017				Premier Trimestre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018*	Var 18/17
Traitements et salaires	174,4	178,3	180,0	166,9	175,1	199,7	14,1%
Solde Permanente	161,5	162,0	165,5	161,3	161,5	162,0	0,3%
MONP	12,9	16,3	14,5	5,6	12,9	34,5	167,4%
Autres	0,7	12,1	13,2	7,3	0,7	3,2	357,1%

Source : DGBFIP

La quasi-stabilité de la solde permanente au terme du premier trimestre 2018 s'est manifestée dans les différentes Administrations par le gel des effectifs et quelques remplacements des agents admis à la retraite.

En effet, le recul des effectifs dans les Administration des Transports (-5,1%), du Développement (-3,5%), du Social (-0,6%) et des Pouvoirs Publics (-0,5%) a été compensé par le renforcement du personnel dans d'autres Administrations : Générale (+2,3%), Economique (+1,6%).

Evolution de la solde permanente par département

En milliards de FCFA	2 017				Premier Trimestre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Pouvoirs Publics	43,2	43,5	44,4	43,1	43,2	43,0	-0,5%
Administration Générale	25,2	25,3	25,6	25,2	25,2	25,7	2,3%
Administration Economique	12,9	12,9	13,3	13,0	12,9	13,1	1,6%
Administration du Développement	7,1	7,0	7,2	7,0	7,1	6,8	-3,5%
Administration des Transports	2,0	1,9	2,0	1,9	2,0	1,9	-5,1%
Administration de l'Education	50,2	50,6	51,9	50,4	50,2	50,3	0,2%
Administration Sociale	20,3	20,5	20,9	20,2	20,3	20,2	-0,6%
Autres	0,6	0,3	0,2	0,4	0,6	0,9	50,6%
TOTAL	161,5	162,0	165,5	161,3	161,5	162,0	0,3%

Source : DGBFIP

III.3.2 La masse salariale de la Main d'Œuvre Non Permanente

La masse salariale des agents de la Main- d'Œuvre Non Permanente au cours de ce premier trimestre 2018 a fortement augmenté. En effet, au premier trimestre 2018, elle a plus que doublé, passant de 12,9 milliards à 34,5 milliards de FCFA.

III.4 LE COMMERCE EXTERIEUR

Au premier trimestre 2018, le solde commerce extérieur du Gabon s'est améliorée par rapport à 2017 pour se situer à 555,9 milliards de FCFA, contre 448,8 milliards de FCFA sur la même période une année plus tôt.

Cette évolution est consécutive aussi bien à la hausse substantielle des exportations au premier trimestre (+17,8% à 833,5 milliards de FCFA) qu'à l'allègement de la facture des biens importés (-2,1% à 253,2 milliards de FCFA). Dans ce contexte, le taux de couverture des importations par rapport aux exportations s'est établi à 329,2%.

Evolution du commerce extérieur

	Premier Trimestre				
	2016	2017	2018	Var 17/ 16	Var 18/17
Exportations (1)	425,9	707,3	833,5	66,1%	17,8%
Importations (2)	357,5	258,5	253,2	-27,7%	-2,1%
Solde commercial [(1)-(2)]	68,4	448,8	580,3	555,9%	29,3%
Taux de couverture [(1)/(2)]	119,1%	273,6%	329,2%	129,6%	20,3%

Source : DGDDI

III.4.1 L'évolution des exportations en valeur

L'analyse comparative des données du premier trimestre de 2018 et 2017 indique que les exportations sont en nettes progression entre les deux périodes. Les exportations sont passées de 707,3 milliards en 2017 à 833,5 milliards de FCFA, soit une hausse de 17,8%. Cette tendance, qui a débuté au quatrième trimestre 2017, est devenue plus vigoureuse à fin mars 2018. La progression des exportations s'explique essentiellement par la hausse des ventes de pétrole (+26,5%).

Evolution des exportations en valeur

	Premier Trimestre				
	2016	2017	2018	Var 17/ 16	Var 18/17
Exportation FOB	425,9	707,3	833,5	66,1%	17,8%
dont Pétrole brut	310	559	707,3	80,4%	26,5%
Produits dérivés du pétrole	17,2	29,9	3,4	73,6%	-88,5%
Minerais de Manganèse	10,9	29,4	21,4	170,4%	-27,4%
Ferro-silico-manganèse	2	2,5	3,8	25,8%	48,9%
Or sous forme brute	1	1,2	0,5	22,4%	-55,5%
Bois sciés et ouvrages	51,6	63,8	63,3	23,7%	-0,7%

Caoutchoucs naturels	2,1	3,8	2,3	84,4%	-40,6%
Huile de palme	0,1	0,9	0,3	1553,6%	-70,1%
Poissons et produits de la pêche	0,4	0,4	0,6	-7,9%	56,7%

Source : DGDDI

III.4.2 L'évolution des importations en valeur

De janvier à mars 2018, le Gabon a importé pour une valeur de 253,2 milliards de FCFA contre 258,5 milliards de FCFA à la même période en 2017, soit une baisse de 2,1%. Cette régression provient essentiellement des produits de consommation (-4,8%) et d'équipement (-2,0%). En revanche, les importations de produits d'énergie ont augmenté de 65,4% à 9,4 milliards de FCFA.

L'évolution des commandes de biens d'équipement est imputable, en partie, au repli des achats extérieurs d'appareils par les entreprises pétrolières en particulier, de 13,4% à 41,1 milliards de FCFA, et à la baisse des importations d'instruments et appareils d'optiques et de photos (-10,5% à 4,4 milliards de FCFA) commandés par les structures hospitalières en particulier.

Pour leur part, les importations de biens de consommation finale ont reculé de 4,9% à 107,5 milliards de FCFA, en raison, notamment, d'une diminution de 0,9% à 76,2 milliards FCFA des commandes de biens alimentaires (hors boissons).

En outre, les commandes de produits de consommation intermédiaire accusent une régression de 3,1%, suite à la baisse des importations de machines et appareils électriques et mécaniques en particuliers.

Par ailleurs, la demande des biens d'énergie a progressé de 64,4% en raison, principalement, de l'alourdissement de la facture de produits destinés aux opérateurs chargés de la distribution d'énergie (gazoles, huiles lubrifiants).

Evolution des importations en valeur

	Premier Trimestre				
	2016	2017	2018	Var 17/ 16	Var 18/17
Importation	357,5	258,5	253,2	-27,7%	-2,1%
Biens de consommation	112,1	112,9	107,5	0,7%	-4,9%
<i>Produits alimentaires</i>	77,0	76,9	76,2	-0,2%	-0,9%
Biens d'équipement	116,2	74,7	73,2	-35,7%	-2,0%
Biens intermédiaires	93,0	65,2	63,2	-30,0%	-3,1%
Energie	36,1	5,7	9,4	-84,1%	64,4%

Source : DGDDI

III.5 LE BUDGET DE L'ETAT

III.5.1 Les soldes budgétaires

Tout comme en 2017, l'exécution du budget au premier trimestre 2018 s'est soldée par un déficit primaire, un déficit base engagement et un déficit base caisse.

Le déficit primaire s'est aggravé de 80,1 milliards pour s'établir à 99,5 milliards de FCFA. Il est imputable à la contraction des recettes budgétaires et au renforcement des dépenses primaires.

De même, le déficit du solde base engagement (solde incluant la charge de la dette publique) s'est renforcé, mais de 83,9 milliards de FCFA pour s'établir à 125,8 milliards de FCFA suite à l'accroissement des intérêts réglés.

A contrario, le déficit base caisse s'est sensiblement atténué. Il s'est établi à 100,5 milliards de FCFA contre 103,7 milliards de FCFA au premier trimestre 2017 ; ceci du fait notamment de l'accumulation des arriérés aussi bien sur la dette intérieure (16,7 milliards de FCFA) que sur la dette extérieure (8,5 milliards de FCFA).

Evolution des soldes

En milliards de FCFA	2017				Premier trimestre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	18/17
Recettes pétrolières	126,2	163,7	121,4	163,1	126,2	95,0	-24,7%
Recettes hors pétrole	237,7	274,1	205,4	225,8	237,7	195,8	-17,6%
Recettes comptes spéciaux	15,1	37,3	12,5	18,7	15,1	26,7	76,5%
Recettes totales	379,1	475,1	339,3	407,5	379,1	317,5	-16,2%
Dépenses de fonctionnement	294,5	302,6	279,7	254,6	294,5	315,4	7,1%
Dépenses d'investissement	10,6	47,7	44,1	30,3	10,6	16,0	51,1%
Autres dépenses*	93,4	35,2	68,8	81,5	93,4	85,7	-8,3%
Dépenses primaires	398,5	385,5	392,6	366,4	398,5	417,0	4,7%
Intérêts sur la dette	22,5	84,2	37,3	75,0	22,5	26,3	16,8%
Solde primaire	-19,4	89,6	-53,2	41,1	-19,4	-99,5	413,1%
Solde base engagement	-41,9	5,4	-90,5	-33,9	-41,9	-125,8	200,3%
Variations des arriérés	-61,8	21,9	4,2	-102,7	-61,8	25,3	-140,9%
Solde base caisse	-103,7	27,3	-86,3	-136,6	-103,7	-100,5	-3,0%

Source : DGCP * Hors intérêts sur la dette

III.5.2 Les recettes budgétaires

Au terme des trois premiers mois de l'année 2018, 317,5 milliards de FCFA ont été collectés contre 379,1 milliards à la même période une année auparavant, soit une diminution de 16,2%. Cette évolution est imputable à la baisse conjointe des recettes pétrolières et non pétrolières, nonobstant la consolidation des recettes des comptes spéciaux. Par rapport aux prévisions révisées, 17,2% des recettes ont été collectées.

III.5.2.1 Les recettes pétrolières

Sur une prévision révisée à 698,3 milliards de FCFA, 13,6% des recettes pétrolières ont été collectés. Comparativement au premier trimestre de l'année précédente, les recettes pétrolières ont diminué de 24,7% du fait de la baisse de la production pétrolière conjuguée à la dépréciation du taux de change dollar/Francs CFA malgré l'accroissement des cours du baril du pétrole sur les marchés internationaux.

Evolution des recettes pétrolières

En milliards de FCFA	2017				Premier trimestre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	18/17
Impôts sur les sociétés	2,9	18,1	0,0	63,4	2,9	0,0	-100,0%
Redevance Minière Proportionnelle	51,6	71,0	49,3	56,9	51,6	58,4	13,2%
Autres	52,2	55,3	62,3	36,2	52,2	17,2	-67,0%
Transferts SOGARA	19,5	19,3	9,9	6,6	19,5	19,4	-0,7%
Total des recettes pétrolières	126,2	163,7	121,4	163,1	126,2	95,0	-24,7%

Source : DGCP

III.5.2.2 Les recettes hors pétrole

Arrêtées à 1 145,5 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2018, 17,1% de l'objectif a été atteint au premier trimestre. Toutefois, les recettes collectées (hors comptes spéciaux) sont en diminution comparativement au niveau atteint à la même période en 2017. Leur repli global s'explique par la baisse enregistrée dans chaque composante. L'exécution des recettes hors pétrole a été de 17,5% pour les droits de douane, 13,7% pour les taxes sur biens et services, 15,0% pour l'impôt sur les sociétés, 23,7% pour l'impôt sur les personnes physiques et 38,2% pour les autres recettes.

Evolution des recettes hors pétrole

En milliards de FCFA	2017				Premier trimestre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	18/17
Droits de douanes	56,2	61,3	65,0	63,7	56,2	47,4	-15,6%
Taxes sur les biens et services	59,0	51,0	56,9	48,5	59,0	43,6	-26,2%
<i>dont TVA</i>	48,3	39,2	35,3	36,5	48,3	26,7	-44,7%
Impôts directs	75,4	106,5	29,9	59,2	75,4	62,0	-17,7%
Autres recettes	47,2	55,3	53,5	54,5	47,2	42,8	-9,3%

Total de recettes hors pétrole	237,7	274,1	205,4	225,8	237,7	195,8	-17,6%
---------------------------------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	---------------

Source : DGCPT

III.5.3 Les dépenses budgétaires

A fin mars 2018, les dépenses budgétaires cumulées ont enregistré un accroissement de 5,3% pour s'établir à 443,3 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 22,8% des prévisions. Hors paiement des intérêts de la dette publique (dépenses primaires), elles ont augmenté de 4,7% à 417,0 milliards de FCFA. Les dépenses primaires sont constituées des dépenses de fonctionnement, des dépenses d'investissement et des autres dépenses n'intégrant pas le paiement des intérêts de la dette publique.

III.5.3.1 Les dépenses de fonctionnement

Budgétisées à 1 256,8 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2018, les dépenses de fonctionnement ont été exécutées à hauteur de 315,4 milliards de FCFA à fin mars 2017, soit un taux de réalisation de 25,1%. Comparativement au premier trimestre de l'année précédente, elles ont cru de 7,1% suite à l'augmentation des dépenses de personnel et des dépenses en biens et services en dépit du repli des transferts et subventions.

Les dépenses de personnel ont été exécutées à hauteur de 199,7 milliards de FCFA, soit un taux d'accomplissement de 28,3% de la dotation de la loi de finances rectificative. Comparativement au trois premiers mois de l'année 2017, elles ont augmenté de 14,0% du fait de l'accroissement de la rémunération des agents de main d'œuvre non permanente (+21,6 milliards de FCFA) et des autres dépenses de personnel (+2,5 milliards de FCFA).

Sur une dotation de 306,4 milliards de FCFA, les dépenses en biens et services se sont établies à 51,9 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 17,0%. Elles se sont renforcées de 33,3% comparativement à 2017. Cette évolution résulte d'une part de l'accroissement des dépenses liées aux autres biens et services (+38,1%) et, d'autre part, de l'augmentation des dépenses liées à l'utilisation du téléphone (+14,3%).

Les dépenses réalisées au titre des transferts et interventions ont été exécutées à hauteur de 63,8 milliards de FCFA, soit 25,9% des prévisions. Elles ont enregistré une diminution de 20,7% en raison de la baisse du soutien des prix des carburants (-49,5%), de la non affectation de fonds au fonds de sécurité et de souveraineté et de l'absence des subventions nonobstant le renforcement des autres transferts et intervention (+175,6%).

III.5.3.2 Les dépenses d'investissement

Du fait de l'accroissement de la mobilisation des financements sur les ressources propres et les ressources extérieures, les dépenses d'investissement exécutées ont enregistré une amélioration de 51,1% au terme des trois premiers mois de l'année pour s'établir à 16,0 milliards de FCFA. Elles inscrivent toutefois un faible niveau d'exécution, soit 5,6% du plafond autorisé par le parlement dans la loi de finances rectificative 2018. Ce niveau d'exécution est de 3,1% sur les ressources

propres (hors fonds routier et ristournes aux collectivités locales) et 10,3% sur les financements extérieurs.

III.5.3.3 Les autres dépenses

Les autres dépenses se sont établies à 85,7 milliards de FCFA au premier trimestre de l'année. Elles se sont repliées de 8,3% comparativement au niveau qu'elles avaient atteint à la même période une année plus tôt suite à la baisse du solde « prêts nets y compris prise de participations » (-29,2%) et à la diminution des dépenses relatives aussi bien à l'entretien du réseau routier (-18,5%), à la CNAMGS (-28,9%), qu'au FNDS (-30,4%) nonobstant l'accroissement des dépenses des comptes spéciaux (+34,3%).

Evolution des dépenses budgétaires

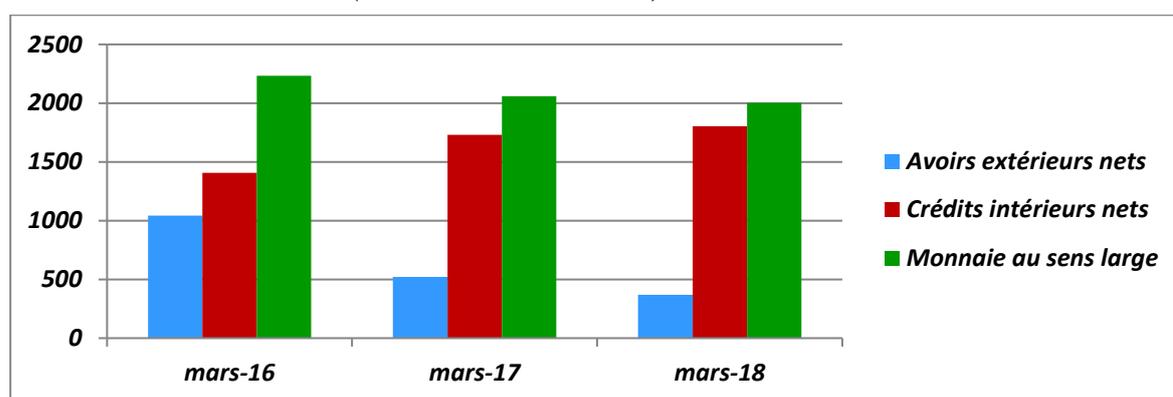
En milliards de FCFA	2017				Premier trimestre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	18/17
Fonctionnement	294,5	302,6	279,7	254,6	294,5	315,4	7,1%
Salaires et traitements	175,1	190,4	193,2	174,2	175,1	199,7	14,1%
Biens et services	39,0	44,9	38,5	45,1	39,0	51,9	33,3%
Transferts et subventions	80,5	67,3	48,1	35,3	80,5	63,8	-20,7%
Investissements	10,6	47,7	44,1	30,3	10,6	16,0	51,1%
Ressources propres	2,9	18,7	35,8	10,0	2,9	4,8	67,7%
Finex	7,7	28,9	8,3	20,4	7,7	11,1	44,9%
Autres dépenses	93,4	35,2	68,8	81,5	93,4	85,7	-8,3%
Prêts nets y c prise de participation	53,3	-11,9	18,1	19,4	53,3	37,7	-29,2%
FER	0,6	10,9	0,8	7,7	0,6	0,5	-18,5%
CNAMGS	5,9	3,3	7,0	1,9	5,9	4,2	-28,9%
FNDS	2,9	5,2	2,4	4,6	2,9	2,0	-30,4%
Comptes spéciaux	30,7	27,6	40,5	47,9	30,7	41,2	34,3%
Total dépenses primaires	398,5	385,5	392,6	366,4	398,5	417,0	4,7%
Intérêts sur la dette	22,5	84,2	37,3	75,0	22,5	26,3	16,8%
Total dépenses	421,0	469,7	429,9	441,4	421,0	443,3	5,3%

Source : DGCPT

III.6. SITUATION MONETAIRE

A fin mars 2018, la situation monétaire large est caractérisée par une baisse de la masse monétaire (-2,7%), des avoirs extérieurs nets (-29,2%) et un relèvement du crédit intérieur net (+4,2%).

Situation monétaire résumée (en milliards de FCFA)



III.6.1 LES PRINCIPAUX AGREGATS MONETAIRES

III.6.1.1 La masse monétaire (M2)

Au premier trimestre 2018, la masse monétaire recule de 2,7% à 2002,2 milliards de FCFA, en liaison avec la contraction des avoirs extérieurs nets (-29,2% à 369,2 milliards de FCFA).

L'analyse de ses composantes révèle une baisse concomitante des dépôts collectés (-1,3% à 1697,7 milliards de FCFA) et de la circulation fiduciaire (-9,8% à 304,5 milliards de FCFA).

La quasi-monnaie progresse de 2,5% à 713,9 milliards de FCFA sur la même période.

III.6.1.2 Les ressources extra-monétaires

Elles diminuent de 11,8% à 171,8 milliards de FCFA au premier trimestre 2018, suite à la dégradation des autres postes nets (passant de -216,4 milliards de FCFA en mars 2017 à -233 milliards de FCFA en mars 2018).

III.6.2. LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE

En glissement annuel, les contreparties des ressources monétaires régressent de 3,5% à 2174 milliards de FCFA, consécutivement à la dépréciation des avoirs extérieurs nets (-29,2%).

III.6.2.1 Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)

Les Avoirs Extérieurs Nets se contractent de 29,2% à 369,2 milliards de FCFA au premier trimestre 2018. Cette situation est essentiellement imputable à la chute des avoirs extérieurs nets de l'Institut d'Emission (-32,6% à 231,8 milliards de FCFA en mars 2018).

Au vu de ce qui précède, le taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs perd 1,1 point pour s'établir à 55,2% au premier trimestre 2018.

Evolution et répartition des avoirs extérieurs nets

En milliards defcfa	2017				Premier Trimestre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Avoirs extérieurs nets	521,3	399,3	378	549,9	521,3	369,2	-29,2%
Banque centrale	343,9	284,3	266,5	307,3	343,9	231,8	-32,6%
Banques commerciales	177,4	115	111,5	242,6	177,4	137,4	-22,5%

Source : Beac

III.6.2.2 Le crédit intérieur

Le crédit intérieur se consolide de 4,2% à 1804,8 milliards de FCFA au premier trimestre 2018, corrélativement à la hausse des créances nettes sur l'Etat (+34,8).

Evolution du crédit intérieur (en milliards de FCFA)

En milliards defcfa	2017				Premier Trimestre		
	T1	T2	T3	T4	2017	2018	Var 18/17
Crédits intérieurs nets	1731,7	1657	1642,9	1712,5	1731,7	1804,8	4,2%
Créances nettes sur l'Etat	577,1	522,5	553,2	592,5	577,1	777,9	34,8%
Créances sur le reste de l'économie	1154,6	1134,5	1089,7	1120	1154,6	1026,9	-11,1%

Source : Beac

- **Les créances sur l'économie**

Elles s'amenuisent de 11,1% à 1026,9 milliards de FCFA à fin mars 2018, en raison de la baisse des crédits alloués au secteur privé non financier, représentant 97% de l'encours des crédits.

- **Les créances nettes sur l'Etat**

Au premier trimestre 2018, la situation nette débitrice de l'Etat s'établit à 777,9 milliards contre 577,1 milliards de FCFA un an plus tôt. Cette situation traduit une augmentation de la dette de l'Etat envers le système bancaire pour répondre à la baisse des recettes budgétaires fortement impactées par la chute des cours du pétrole.

Par conséquent, la Position Nette du Gouvernement (PNG) se dégrade passant de 656,6 milliards en mars 2017 à 859,2 milliards de FCFA en mars 2018.

III.7. LA POLITIQUE MONETAIRE

Sur la période, la politique monétaire de la Beac a reposé sur une stabilité du TIAO (Taux d'Intérêt des Appels d'Offres), des autres taux directeurs et de la politique des réserves obligatoires ainsi que l'abandon des objectifs nationaux de refinancement.

III.7.1. L'action sur la liquidité bancaire

Le marché interbancaire est caractérisé par un niveau de liquidité acceptable. Cependant, en vue de poursuivre l'approfondissement du secteur financier, la Beac a décidé de l'abandon des objectifs nationaux de refinancement au profit du pilotage des taux.

III.7.2 La politique des taux d'intérêt

Le Comité de Politique Monétaire qui s'est tenu le 21 mars 2018 a décidé de laisser inchangés les principaux taux d'intervention ainsi qu'il suit :

Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO)	2,95%
Taux des Prises en Pension (TPP)	4,20%
Taux Créditeur Minimum (TCM)	2,45%

De même, les taux d'intérêt sur les placements ont été maintenus et fixés comme suit :

Placements à 7 jours	0%
Placements à 28 jours	0%
Placements à 84 jours	0%

Enfin, les coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT), sur les Dépôts à Vue (DAV) et le taux de rémunération des réserves obligatoires ont été reconduits ainsi qu'il suit :

Coefficients applicables sur les Dépôts à Vue (DAV)	11,75%
Coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT)	9,25%
Taux de rémunération des réserves obligatoires	0,05%

CONCLUSION

L'évolution des différents secteurs de l'économie gabonaise montre deux tendances entre d'une part, les secteurs exportateurs, non dépendants de la commande publique et ceux qui sont étroitement liés à la dépense de l'Etat.

En effet, profitant de l'embellie constatée sur le marché international, les activités tournées vers l'exportation ont enregistré de bons résultats, en dehors de l'hévéa plombé par le vieillissement des champs de SIAT Gabon. Même le pétrole, malgré la baisse du volume enregistré une forte augmentation des exportations en valeur grâce à l'effet prix.

Les autres activités, plus ou moins liées à la commande publique, ont continué de souffrir de la faiblesse de l'exécution du budget de l'Etat, en attendant l'adoption et la mise en exécution du budget rectifié. En effet, la faiblesse des dépenses d'investissement (y compris les tirages sur finex) et la régulation du budget de fonctionnement explique le climat d'attentisme qui a sévi dans certains secteurs comme le commerce et les services. Il en est de même pour l'activité des BTP, malgré les espoirs liés au démarrage attendu de certains nouveaux chantiers comme la nationale 1 et le nouvel aéroport de Libreville.

ANNEXE

Trimestre	janv-17	févr-17	mars-17	janv-18	févr-18	mars-18
	<i>en milliards de FCFA</i>					
Avoirs extérieurs nets	445,7	384,5	521,3	479,7	476,8	369,2
Banque centrale	342,0	300,8	343,9	302,0	295,4	231,8
Banques commerciales	103,7	83,7	177,4	177,8	181,4	137,4
Crédits intérieurs nets	1730,3	1791,2	1731,7	1795,4	1796,9	1804,8
Créances nettes sur l'Etat	588,9	603,2	577,1	763,7	785,8	777,9
<i>dont Position Nette du Gouvernement (PNG)</i>	<i>658,0</i>	<i>694,6</i>	<i>656,6</i>	<i>835,8</i>	<i>869,3</i>	<i>859,2</i>
<i>dont Créances nettes sur les organismes publics</i>	<i>-69,1</i>	<i>-91,4</i>	<i>-79,5</i>	<i>-72,1</i>	<i>-83,5</i>	<i>-81,3</i>
Créances sur le reste de l'économie	1141,4	1188,0	1154,6	1031,7	1011,1	1026,9
Ressources = Contreparties	2176,0	2175,8	2253,0	2275,1	2273,7	2174,0
Monnaie au sens large	2075,0	2017,7	2058,2	2081,0	2079,8	2002,2
Circulation fiduciaire	335,3	329,5	337,4	303,5	299,9	304,5
Dépôts	1739,7	1688,2	1720,8	1777,5	1779,9	1697,7
<i>dont Quasi monnaie</i>	<i>718,1</i>	<i>710,9</i>	<i>696,5</i>	<i>711,3</i>	<i>737,3</i>	<i>713,9</i>
Ressources extra-monétaires	101,0	158,1	194,8	194,1	193,9	171,8
	<i>Variation annuelle en %</i>					
Avoirs extérieurs nets	156,1%	-60,4%	-50,0%	7,6%	24,0%	-29,2%
Crédits intérieurs nets	30,3%	21,3%	23,0%	3,8%	0,3%	4,2%
Créances nettes sur l'Etat	652,1%	185,0%	-	29,7%	30,3%	34,8%
Créances sur le reste de l'économie	-8,7%	-6,0%	-8,8%	-9,6%	-14,9%	-11,1%
Ressources = Contreparties	-11,9%	-11,1%	-8,0%	4,6%	4,5%	-3,5%
Masse monétaire	-7,4%	-9,8%	-7,8%	0,3%	3,1%	-2,7%
Circulation fiduciaire	1,1%	-4,4%	2,1%	-9,5%	-9,0%	-9,8%
Dépôts	-8,9%	-10,8%	-9,5%	2,2%	5,4%	-1,3%

Source : BEAC

EQUIPES DE RÉDACTION

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur

M. OTO'O NGOUA Lambert

Directeur Adjoint

M. LEMAMI Ferdin

Chefs de Service

Mme. LEKOGO Annette Clarisse

M. OBAME NANG Didier

Chargés d'Etudes

Mme. NDAMANGANA Marie-France

Mme. MATSANGA Carla Marlène ép. BOUASSA

Mme. OKOUMBA ALILA Hortense

Mme. ESSENG MEZUI Chimène

Mme. ESSENE OGNANE Sandrine

Mme. KODIVO MOUCKALA Louise Emmanuelle

Mme. OYE NKIET ép. BASSIVA Diane Christelle

Mme. NYINZE Gildas Armande

M. MOUPEPE Yves

M. BANGUEBE Aldrin Jules

M. BOUPANA Gérald

M. ENGANGOYE NKORI Huygens

M. EMVO EKORO Jonathan

M. NZIENGUI MOMBO Amour

M. EKOMY NGUEMA Yvan Bertin

DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ANALYSES ECONOMIQUES (DPAE)

Directeur

M. Prosper EBANG EBANG

Directeur Adjoint

M. Valentin MBA MENGUE

Chefs de Service

Mme. Lucie NSANNE EMANE

Mme. Julie Sandrine NTSAME

M. Dan Romaric OBOUMADZOGO

Chargés d'Etudes

Mme. Stéphanie Josiane AVOME NGUEMA
Mme. Estimée BOUABE NDJALATSIA Epse NDOUNOU
Mme. Elzy Yolène BOUYOU
Mme. Anuarite LOUBAKI DIMBOU
Mme. Ariane MOUANANDA BABONGUI
M. Martial MBA BISSIGHE
M. Gildas Romaric MATANGOYE
M. Raphael MBA N'NANG
M. Albain MOKAMBO
M. Didier NKOGHE OBAME
M. Ike APOUBA LOUSSOU
M. Euloge Bernadin LENGOUNGA
M. Brice YOUOMO
M. Noel MAGANGA
M. Georges Freddy MOUNANGA
M. Patrick Patrici NZUE EDOU

DIRECTION DES SYNTHÈSES ET DE LA PROMOTION ÉCONOMIQUES (DSPE)

Directeur :

Mme. Juliette NZIENGUI ép. LOEMBA BAYONNE

Directeur Adjoint :

M. Ghislain ILOUGOU

Chefs de Service

M. Kevin BOUNGOUNGOU
M. Pierre Dieudonné THATY

Chargés d'Etudes

Mme Milène N'GANGA
Mme. Marie Irène IBOMBO
Mme. Pauline LEMBOUMBA NGOUNDA
M. Félicien Farlane NGANI

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES (DIF)

Directeur

M. Anicet OGANDAGA

Directeur adjoint

M. Jean Justin NANG ONDO

Chefs de Service

M. Aymard NGOUA ONA
Mme. Cécile MAGANGA NZIENGUI
M. Christophe LEKOUGHA OYOUOMI

Chargés d'Etudes

Mme. NZIENGUI BOUANZA ép. KEDI ONGODA
Mme. Shirley Nolita TSONO OPHOU
Mme. LEYAMBA ODJIARI Praxède
M. Wilfried ALLOGHE EYEGHE
M. Guy de Luxe BONGO BOETOU MBA
M. Jean de Dieu MOUSSODOU
M. OBANDJI Guy Ulrich
M. Florent MANEMBE

CELLULE MICROFINANCE

Chefs de Service:

Mme. Raïssa NTSAME DZIGHE

Chargés d'Etudes

M. Béchir MAHAMAT LÉBOUBA
M. LIPOCKO MOMBO